

Ecole Nationale Vétérinaire d'Alfort

Marché S272024

- Vérification périodique réglementaire des
équipements de ventilation de laboratoire et
contrôle des installations de l'Ecole
Nationale Vétérinaire d'Alfort -

Cahier des Clauses Particulières

Sommaire

1 OBJET DU MARCHE - DISPOSITIONS GENERALES.....	4
1.1 LE POUVOIR ADJUDICATEUR	4
1.2 OBJET DU MARCHE	4
1.3 LIEUX D'EXECUTION	5
1.4 PIECES CONTRACTUELLES	5
1.5 INTERVENANTS	5
1.6 REPRESENTATION DES PARTIES	6
2 STRUCTURE ET FORME DU MARCHE	6
2.1 DECOMPOSITION DE LA PRESTATION ET FORME DU MARCHE	6
2.2 NATURE DE LA PRESTATION	6
2.3 VARIANTES, PSE ET OPTIONS	6
2.4 PRESENTATION DES BONS DE COMMANDE	6
3 DUREE DU MARCHE ET DELAIS D'EXECUTION.....	7
3.1 DUREE DU MARCHE	7
4 PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT	7
4.1 NATURE DES PRIX.....	7
4.2 CONTENU DES PRIX.....	7
4.3 TVA	8
4.4 REVISION DES PRIX.....	8
4.5 CLAUSE DE SAUVEGARDE.....	8
5 CONDITIONS DE PAIEMENT	8
5.1 AVANCES :	8
5.2 PRESENTATION DES DEMANDE DE PAIEMENT.....	9
5.3 PERIODICITE DES PAIEMENTS	9
5.4 REMISE DES DEMANDES DE PAIEMENT	9
5.5 DELAIS DE PAIEMENT	10
6 REALISATION DES PRESTATIONS	10
6.1 DATES D'EXECUTION	10
6.2 CONDITIONS D'EXECUTION DES VERIFICATIONS PERIODIQUES REGLEMENTAIRES DES EQUIPEMENTS DE VENTILATION DE LABORATOIRE.....	10
6.3 CONDITIONS D'EXECUTION DES VERIFICATIONS PERIODIQUES REGLEMENTAIRES DES EQUIPEMENTS DE VENTILATION DE LABORATOIRE.....	12

6.4	OPERATIONS DE VERIFICATION	14
6.5	CLAUDE DE REEXAMEN	14
6.6	DEMATERIALISATION DU SUIVI.....	14
6.7	CONFIDENTIALITE ET PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES	15
6.8	ACCES AU SITE.....	15
7	OBLIGATIONS DU TITULAIRE.....	16
7.1	ASSURANCES	16
7.2	DEVOIR D'INFORMATION ET DE CONSEIL.....	16
7.3	PREVENTION DES RISQUES DE CONFLITS D'INTERETS ET DE CORRUPTION.....	16
7.4	OBLIGATION DE VIGILANCE	17
7.5	GARANTIE DE MAINTIEN DES COMPETENCES	17
7.6	REPARATION DES DOMMAGES	18
7.7	SOUS-TRAITANCE	18
8	LITIGES ET SANCTIONS	19
8.1	PENALITES	19
8.2	PENALITE POUR RETARD : SEUIL D'EXONERATION	19
8.3	PENALITES POUR RETARD : PLAFONNEMENT DES PENALITES	19
8.4	EXECUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE	19
8.5	REGLEMENT DES LITIGES ET LANGUES.....	19
9	FIN DU MARCHE	20
9.1	RESILIATION DU MARCHE.....	20
9.2	DISPOSITIONS RELATIVES A LA LUTTE CONTRE LE TRAVAIL ILLEGAL	20
9.3	REDRESSEMENT JUDICIAIRE	20
9.4	GARANTIES	21
10	DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX.....	21

1 OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GENERALES

1.1 LE POUVOIR ADJUDICATEUR

L'Ecole nationale vétérinaire d'Alfort (EnvA) est un établissement public d'enseignement et de recherche sous la tutelle du Ministère de l'Agriculture et de la souveraineté alimentaire et de la Forêt. Elle se répartit sur deux sites géographiquement distincts :

Site de Maisons-Alfort 7, avenue du General de Gaulle 94700 Maisons-Alfort	Site de Goustranville EnvA – CIRALE Goustranville 14430 Dozule
--	---

1.2 OBJET DU MARCHÉ

Le marché a pour objet la vérification périodique réglementaire des 59 équipements de ventilation de laboratoire (Postes de sécurité microbiologique, hotte à flux laminaire, sorbonnes, sorbonnes à recirculation, table aspirante, armoires filtrées) ainsi que le contrôle des installations de niveau de confinement 3 du site d'Alfort de l'École nationale vétérinaire d'Alfort (EnvA).

La liste détaillée et les caractéristiques techniques des équipements et des installations à contrôler figurent en annexe du présent document.

Le titulaire du marché apporte, par ailleurs, grâce à ses connaissances professionnelles, une prestation de conseils, toutes les fois que cela est possible et nécessaire, afin de garantir la meilleure qualité et efficacité possible.

Enfin, le titulaire du marché doit assurer le confort aux occupants en garantissant la continuité du service et la vérification dans des délais limités et cela dans le cadre des objectifs de qualité et de sécurité cités ci-après à l'article 6.2.

Ce marché doit respecter la réglementation du Code du travail. Il est rappelé que l'EnvA charge le titulaire de vérifier que les équipements de sécurité microbiologique et les moyens de protection mis en service sont équipés, installés, utilisés, réglés et maintenus de manière à préserver la sécurité et la santé des personnels et cela conformément à l'article R 4222-13 du Code du travail et à l'arrêté du 8 octobre 1987 relatif au contrôle périodique des installations d'aération et d'assainissement des locaux de travail.

Plus spécifiquement, le titulaire doit appliquer la réglementation en vigueur à chaque type de vérification qui lui est demandée.

Le titulaire doit, enfin, faire connaître, au pouvoir adjudicateur, les normes françaises et européennes. Le titulaire s'engage également, en cas de modifications ou de prescriptions complémentaires aux normes et règlements en vigueur concernant les modalités de vérification intervenant en cours de marché, à conseiller le pouvoir adjudicateur quant aux travaux de mise en conformité des matériels nécessaires à la mise en conformité aux nouveaux règlements.

1.3 LIEUX D'EXECUTION

Le présent marché concerne uniquement le site de Maisons-Alfort.

1.4 PIECES CONTRACTUELLES

Par dérogation à l'article 4.1 du C.C.A.G-F.C.S., les pièces contractuelles du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

1) Pièces particulières :

- L'acte d'engagement (acte d'engagement (AE),
- L'annexe 1 à l'acte d'engagement, l'annexe 1 à l'acte d'engagement, la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF),
- Le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP) et son annexe,
- L'offre technique du candidat

2) Pièces générales :

- Le Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (ci-après C.C.A.G-F.C.S.) ;
- L'ensemble des textes législatifs et réglementaires qui s'appliquent au présent marché ;
- L'ensemble des normes en vigueur qui s'appliquent au présent marché

Par dérogation à l'article 4.2.1 du C.C.A.G-F.C.S., la notification du marché comprend uniquement une copie de l'acte d'engagement.

1.5 INTERVENANTS

Au sens du présent document :

- le pouvoir adjudicateur est l'Ecole nationale vétérinaire d'Alfort (EnvA) qui conclut le marché avec son titulaire ;
- l'EnvA est représentée par le Directeur de l'Etablissement ;
- le titulaire est le prestataire, qui conclut le marché avec l'EnvA.

1.6 REPRESENTATION DES PARTIES

Dès la notification du marché, l'acheteur désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution.

Le titulaire désigne dès le début du marché les noms et coordonnées professionnelles de la personne chargée de le représenter pour l'exécution des prestations. Par dérogation à l'article 3.4 du CCAG, la bonne exécution de ces prestations suppose que le titulaire désigne un seul interlocuteur chargé de le représenter auprès de l'acheteur, quelle que soit la nature des questions évoquées. Ce responsable désigné par le titulaire est l'interlocuteur unique de l'acheteur pendant toute la durée du marché. En cas d'empêchement ou de remplacement de ce responsable en cours d'exécution du marché, le titulaire en avise sans délai l'acheteur et lui indique les noms et coordonnées professionnelles du nouveau responsable. Ce représentant est réputé disposer des pouvoirs suffisants pour prendre les décisions nécessaires engageant le titulaire.

2 STRUCTURE ET FORME DU MARCHE

2.1 DECOMPOSITION DE LA PRESTATION ET FORME DU MARCHE

La forme retenue pour l'exécution du marché est ordinaire.

2.2 NATURE DE LA PRESTATION

Les prestations relèvent d'un marché de service.

2.3 VARIANTES, PSE ET OPTIONS

Le marché ne comprend ni tranches optionnelles ni prestations supplémentaires éventuelles (PSE). Le marché ne comporte aucune variante.

2.4 PRESENTATION DES BONS DE COMMANDE

Les prestations à réaliser sont définies au moyen de bons de commande émis sur la base des prix forfaitaires de la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF). Les bons de commande comportent :

- nom et adresse du titulaire,

- numéro et date du marché
- numéro et date du bon de commande,
- numéro de l'engagement juridique,
- lieu de réalisation des prestations,
- adresse de facturation si elle diffère de celle prévue au marché,
- désignation et quantités des prestations à réaliser,
- délais maximaux de réalisation des prestations,
- montant total hors taxes de la commande,
- taux et montant de la TVA,
- montant total TTC.

La date d'expiration du marché constitue la date limite d'émission des bons de commande.

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur peuvent être honorés par le titulaire.

3 DUREE DU MARCHE ET DELAIS D'EXECUTION

3.1 DUREE DU MARCHE

Le marché est passé pour une durée d'un an, renouvelable tacitement par période d'un an, trois fois, sans excéder la durée totale de 4 ans. La non-reconduction annuelle du marché s'effectuera deux mois, avant la date anniversaire de la notification du marché. La durée du marché court à compter de sa date de notification

4 PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT

4.1 NATURE DES PRIX

Les prix du marché sont forfaitaires.

4.2 CONTENU DES PRIX

Les prix du marché comprennent l'ensemble des dépenses listées à l'article 10.1 du CCAG FCS.

4.3 TVA

Les demandes de paiement sont adressées en montant HT et TTC.

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts

4.4 REVISION DES PRIX

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix sont révisés annuellement à la date anniversaire du marché par application aux prix du marché d'un coefficient P donné par la formule suivante :

Le prix (P) est obtenu en appliquant la formule paramétrique suivante :

$$P = P_o \times (0.15 + (0.60 \times \frac{ICHT- IME}{ICHT- IME_o} + 0.25 \times \frac{MIG EBIQ}{MIG EBIQ_o}))$$

P = prix révisé du contrat

P_o = prix du contrat à la date de remise de l'offre

ICHT- IME = valeur de la référence du mois de révision du prix

ICHT- IME_o = valeur de la référence du mois de remise de l'offre.

MIG EBIQ = valeur de la référence du mois de révision du prix

MIG EBIQ_o = valeur de la référence du mois de remise de l'offre.

Les indices retenus sont :

ICHT- IME = coût horaire du travail - Industries mécaniques et électriques (série 001565183)

MIG EBIQ – Energie, biens intermédiaires et biens d'investissements (série 010764358)

Si l'indice requis n'est pas publié au moment où le prix du marché doit être révisé, il est fait appel au dernier indice publié. Une fois l'indice requis publié, une régularisation intervient sur le prochain décompte. En cas de suppression pure et simple de(s) indice(s), il sera retenu un (des) nouvel (nouveaux) indice(s) déterminé(s) d'un commun accord entre les parties. A défaut, ce dernier sera désigné par le tribunal compétent saisi par la partie la plus diligente.

4.5 CLAUSE DE SAUVEGARDE

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier sans indemnité la partie non exécutée du marché à la date d'application de la nouvelle référence lorsque l'augmentation de cette référence est supérieure à 5,0 % par an.

5 CONDITIONS DE PAIEMENT

5.1 AVANCES :

Sauf renoncement, une avance est prévue si le montant du bon de commande est supérieur à 50 000 € HT et le délai d'exécution supérieur à 2 mois. Le taux de cette avance est fixé à 5%. Le taux de l'avance passe à 10% (option B du CCAG) si le titulaire ou le sous-traitant est une PME, dans les conditions prévues à l'article R. 2191-7 du Code de la commande publique.

L'avance est remboursée au prorata de l'avancement des prestations, entre 65% et 80% d'avancement des prestations.

Le remboursement de l'avance s'impute de manière progressive et linéaire sur les sommes dues au titulaire, au prorata de l'avancement des prestations, entre les seuils de début et de fin du remboursement.

5.2 PRESENTATION DES DEMANDE DE PAIEMENT

Les demandes de paiement comprennent les mentions suivantes :

- le nom et la raison sociale du créancier, une date d'émission et un numéro unique ;
- le numéro RCS, de SIRET et TVA intracommunautaire ;
- les dates de réalisation des prestations ;
- le numéro du marché ;
- la nature, quantité et montant hors taxes des prestations réalisées ;
- le taux de TVA applicable ;
- la désignation de l'acheteur et son SIRET ;
- les éventuelles autres mentions demandées par l'acheteur après la notification du marché.

Elles sont transmises de manière électronique dans les conditions prévues par les articles L2192-1 et suivants du Code de la commande publique sur le portail Chorus Pro à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr/>

L'absence des mentions requises identifiées au présent article est susceptible d'entraîner une interruption du délai de paiement comme prévu aux articles R2192-27 du code de la commande publique ou un rejet.

5.3 PERIODICITE DES PAIEMENTS

La vérification périodique correspondant au forfait annuel est payée à terme échu.

5.4 REMISE DES DEMANDES DE PAIEMENT

Site internet : <https://chorus-pro.gouv.fr>

5.5 DELAIS DE PAIEMENT

Les sommes dues au(x) titulaire(s) ou au(x) sous-traitants(s) du marché seront payées dans un délai global de trente (30) jours à compter de la date de réception de la demande de paiement conformément aux articles R.2192-10 et R.2192-12 du code de la commande publique.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du Titulaire ou du Sous-traitant, conformément à la réglementation en vigueur notamment aux dispositions des articles R. 2192-31 à R. 2192-36 du Code de la Commande publique.

Ce délai est néanmoins suspendu en cas de rejet de la demande de paiement par le Pouvoir Adjudicateur à des fins de correction jusqu'à la remise d'une nouvelle facture en bonne et due forme.

6 REALISATION DES PRESTATIONS

6.1 DATES D'EXECUTION

Au plus tard trois semaines avant la date d'intervention envisagée par le titulaire, celui-ci propose, par courriel, au pouvoir adjudicateur une date d'intervention pour la réalisation des vérifications périodiques. Pour cela il se base sur la dernière date de vérification des équipements en respectant leur périodicité d'un an. Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire si les dates prévues ne conviennent pas. Dans ce cas, une autre date satisfaisant les deux parties est déterminée.

6.2 CONDITIONS D'EXECUTION DES VERIFICATIONS PERIODIQUES REGLEMENTAIRES DES EQUIPEMENTS DE VENTILATION DE LABORATOIRE

6.2.1 Conditions générales

La prestation consiste à :

- Vérifier, par des opérations de contrôle et de visite, la conformité réglementaire des enceintes de ventilation de laboratoire et permettre d'éviter tout incident technique qui pourrait entraîner une exposition des opérateurs aux agents biologiques ou aux produits chimiques manipulés et dont l'origine serait une anomalie détectable lors du contrôle ;
- Informer le pouvoir adjudicateur, dans un délai de trois mois maximum, des modifications d'ordre technique, réglementaire ou des mises à jour nécessaires pour demeurer conforme à la réglementation.

Le titulaire doit effectuer la vérification périodique des équipements suivants :

- Treize (13) sorbonnes ;
- Vingt-neuf (29) postes de sécurité microbiologique (PSM) ;
- Huit (8) sorbonnes à recirculation ;
- Quatre(4) hottes à flux laminaire (HFL) ;
- Une (1) table à aspiration ;
- Deux (2) armoires filtrées ;
- Deux (2) isolateurs.

La vérification des PSM et isolateur des zones confinées de niveau 3 des bâtiments Bressou et Chauveau (PRBM) doit être faite simultanément avec la mise à blanc annuelle des zones.

La vérification périodique de chaque équipement est définie de la manière suivante :

- Pour les sorbonnes, sorbonnes à recirculation, table à aspiration, armoires filtrées la prestation s'effectue dans le cadre des normes NF EN 14175 et XPX 15-206 et comprend :
 - Le schéma d'implantation de l'appareil ;
 - Le contrôle visuel de l'état de la hotte et des touches de fonctionnement ;
 - La vérification, le cas échéant, du bon fonctionnement des alarmes ;
 - Le contrôle de la bonne protection du manipulateur par tests fumigènes ;
 - La réalisation d'une cartographie de vitesse/débit.
- Pour les HFLV, PSM, l'isolateur et PSC, la prestation s'effectue dans le cadre des normes NF X 44-201(poste antérieur à 2003), NF EN 12469 : Juillet 2000 (poste postérieur à 2003) et ISO 14644-1 (classe empoussièrement) et comprend :
 - Le schéma d'implantation de l'appareil ;
 - Le contrôle visuel de l'état de la hotte et des touches de fonctionnement ;
 - La vérification, le cas échéant, du bon fonctionnement des alarmes ;
 - Le contrôle de la bonne protection du produit et/ou du manipulateur par tests fumigènes (HFL);
 - Le contrôle de la bonne protection du produit et du manipulateur par tests fumigènes (PSM);

- La vérification de la laminarité du flux par tests fumigènes ;
- La réalisation d'une cartographie de vitesse/débit ;
- Le contrôle de l'intégrité des filtres HEPA ;
- Le contrôle de la classe d'empoussièrement de la hotte ;

Le titulaire doit se conformer aux notices techniques des différents constructeurs.

6.2.2 Conditions particulières

Le titulaire doit mettre en place l'ensemble des moyens nécessaires à la bonne exécution de ses prestations notamment concernant l'outillage et les équipements de manutention, des moyens d'accès, des protections et signalétique des zones d'intervention, des outillages et appareils de contrôle nécessaires à l'exécution des prestations.

Par ailleurs, l'EnvA s'engage à respecter les articles R 4511-1 à R 4513-7 du code du travail.

Lors de toute exécution de vérification périodique dans les existants, le titulaire doit prendre toutes les dispositions et toutes précautions utiles pour assurer, dans tous les cas, la conservation sans dommages des ouvrages existants contigus ou situés à proximité.

Le chantier doit toujours être maintenu en parfait état de propreté et le titulaire doit prendre toutes les dispositions utiles à ce sujet.

En fin de vérification périodique, le titulaire doit enlever toutes les protections et enlever les débris occasionnés par la prestation tout en respectant les règles relatives aux zones d'activité et aux risques biologiques.

A l'issue de l'intervention, le titulaire doit apposer une étiquette sur l'équipement précisant la date de vérification de chaque équipement.

Le titulaire établit également sous un mois des rapports détaillé(s) qui doivent révéler, d'une part, les points d'écart avec la réglementation et les normes obligatoires, et, d'autre part, les défauts et lacunes pouvant affecter la sécurité d'utilisation des installations. Le titulaire établit un rapport par série de vérifications et par bâtiment.

6.3 CONDITIONS D'EXECUTION DU CONTRÔLE ANNUEL DES INSTALLATIONS DE CONFINEMENT DE NIVEAU 3

6.3.1 Conditions générales

La prestation consiste à :

- Vérifier, par des opérations de contrôle et de visite, la conformité réglementaire du système de traitement d'air des installations et permettre d'éviter tout incident technique qui pourrait entraîner une exposition des opérateurs et/ou de l'environnement aux

agents biologiques manipulés et dont l'origine serait une anomalie détectable lors du contrôle ;

- Valider la classe de propreté des installations ;
- Informer le pouvoir adjudicateur, dans un délai de trois mois maximum, des modifications d'ordre technique, réglementaire ou des mises à jour nécessaires pour demeurer conforme à la réglementation.

Le titulaire doit effectuer la vérification périodique des installations suivantes :

- Laboratoire 3 du bâtiment Bressou (surface 95 m²)
- Laboratoire 3 du bâtiment Chauveau

La vérification périodique de chaque installation s'effectue dans le cadre des normes ISO 14644-1 à 7, NFX 44 – 102 et EN 12 469 - annexe D et selon la réglementation en vigueur :

- Arrêté du 8 octobre 1987 relatif au contrôle périodique des installations d'aération et d'assainissement des locaux de travail
- Arrêté du 16 juillet 2007 fixant les mesures techniques de prévention, notamment de confinement, à mettre en œuvre dans les laboratoires de recherche, d'enseignement, d'analyses, d'anatomie et cytologie pathologiques, les salles d'autopsie et les établissements industriels et agricoles où les travailleurs sont susceptibles d'être exposés à des agents biologiques pathogènes
- Arrêté du 23 janvier 2013 relatif aux règles de bonnes pratiques tendant à garantir la sécurité et la sûreté biologiques mentionnées à l'article R. 5139-18 du code de la santé publique
- Arrêté du 27 décembre 2017 relatif à la liste des agents biologiques pathogènes et aux mesures techniques de prévention à mettre en œuvre dans les laboratoires où les travailleurs sont susceptibles d'être exposés à des agents biologiques pathogènes

6.3.2 Conditions particulières

Le titulaire doit mettre en place l'ensemble des moyens nécessaires à la bonne exécution de ses prestations notamment concernant l'outillage et les équipements de manutention, des moyens d'accès, des protections et signalétique des zones d'intervention, des outillages et appareils de contrôle nécessaires à l'exécution des prestations.

Par ailleurs, l'EnvA s'engage à respecter les articles R 4511-1 à R 4513-7 du code du travail.

Lors de toute exécution de vérification périodique dans les existants, le titulaire doit prendre toutes les dispositions et toutes précautions utiles pour assurer, dans tous les cas, la conservation sans dommages des ouvrages existants contigus ou situés à proximité.

Le chantier doit toujours être maintenu en parfait état de propreté et le titulaire doit prendre

toutes les dispositions utiles à ce sujet.

En fin de vérification périodique, le titulaire doit enlever toutes les protections et enlever les détritiques occasionnés par la prestation tout en respectant les règles relatives aux zones d'activité et aux risques biologiques.

Le titulaire établit sous un mois le rapport détaillé qui doit révéler, d'une part, les points d'écart avec la réglementation et les normes obligatoires, et, d'autre part, les défauts et lacunes pouvant affecter la sécurité d'utilisation des installations. Le titulaire établit un rapport par installation.

6.4 OPERATIONS DE VERIFICATION

- **Vérifications qualitatives**

L'EnvA effectue, au terme de la prestation de vérification périodique, une vérification qualitative consistant à constater si les étiquettes ont bien été apposées par le titulaire.

- **Admission – ajournement – réfaction – rejet**

Si dans le délai de 15 jours, l'EnvA observe des manquements dans la prestation, l'admission des prestations est ajournée et le titulaire est mis en demeure, dans un délai de 15 jours, de remédier à la situation en se conformant aux stipulations du cahier des clauses particulières.

La réponse favorable apportée suite à la mise en demeure par l'EnvA n'exonère pas le titulaire de l'application par le pouvoir adjudicateur des pénalités dues au titre de sa méconnaissance initiale de ses obligations contractuelles.

6.5 CLAUSE DE REEXAMEN

En application de l'article R 2194-1 du code de la commande publique, le Représentant du Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de modifier les conditions d'exécution du marché dans les cas suivants :

- Si à la suite d'une modification de la réglementation en vigueur affectant l'exécution du marché public, la modification des prestations du titulaire, que ce soit sur un plan technique et/ou financier, s'avérerait nécessaire,
- En cas d'ajout ou de retrait d'équipements à vérifier, sur les bases des prix unitaires de la DPGF,
- En cas de modification des coordonnées bancaires du titulaire.

6.6 DEMATERIALISATION DU SUIVI

L'acheteur notifie au titulaire les actes d'exécution et modificatifs, par voie électronique, via son profil acheteur. La notification de l'acte est réputée être le jour de la première consultation du

document si celle-ci a lieu moins de 8 jours à compter de son envoi, ou à défaut, 8 jours après.

6.7 CONFIDENTIALITE ET PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

Conformément à l'article 5.1.1 du CCAG-FCS, le titulaire et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, présentant un caractère confidentiel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Conformément à l'article 5.1.3 du CCAG-FCS, le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Les supports informatiques et documents fournis par l'EnvA au titulaire du marché restent la propriété de l'EnvA.

Par ailleurs, il est rappelé que, conformément à l'article 5.2.1 du CCAG-FCS, chaque partie au marché est tenue au respect des règles, européennes et françaises, applicables au traitement des données à caractère personnel éventuellement mis en œuvre aux fins de l'exécution du marché. A ce titre, toute transmission de données à des tiers, y compris au bénéfice d'entités établies hors de l'Union européenne, qui ne serait pas strictement conforme à la réglementation en vigueur, est formellement prohibée.

Aussi, conformément à l'article 5.2.2 du CCAG-FCS, en cas d'évolution de la réglementation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution du marché, les modifications nécessaires pour se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché ou, en l'absence d'accord entre les parties, à une modification unilatérale par l'acheteur.

Le titulaire du marché s'engage à respecter les dispositions RGPD indiquées en annexe du présent CCAP.

6.8 ACCES AU SITE

Il est rappelé que les actions du Titulaire se déroulent dans des établissements recevant du public (ERP) et qu'il doit en conséquence agir conformément à la réglementation concernant ces établissements.

Le personnel d'exécution du Titulaire (ou de ses sous-traitants) doit être facilement identifiable.

Le Titulaire donne à son personnel, toutes les instructions, les informations et également la formation nécessaire concernant les prestations à entreprendre, notamment pour se situer dans une démarche qualité pour respecter les délais contractuels et toutes les mesures de

sécurité.

7 OBLIGATIONS DU TITULAIRE

7.1 ASSURANCES

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Par dérogation à l'article 9.2 du C.C.A.G, le titulaire doit justifier à la notification du marché, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie. À tout moment durant l'exécution le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande de l'acheteur.

7.2 DEVOIR D'INFORMATION ET DE CONSEIL

Le titulaire est tenu à une obligation générale d'information et de conseil à l'égard de l'acheteur. A ce titre, il l'avise de toute modification réglementaire applicable aux prestations objet du marché et de tout autre élément susceptible d'affecter ses conditions d'exécution.

Le titulaire est tenu de notifier à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou sa dénomination
- A son adresse, son siège social ou à l'adresse d'exécution des prestations ;

Si nécessaire, il sera procédé aux modifications ci-dessus sans qu'il soit besoin de recourir à un avenant.

7.3 PREVENTION DES RISQUES DE CONFLITS D'INTERETS ET DE CORRUPTION

Durant l'exécution du marché le titulaire s'engage à maintenir son indépendance d'analyse et d'action afin d'éviter toute distorsion de concurrence, à éviter tout conflit pouvant exister entre ses intérêts, ceux de l'acheteur et ceux des autres opérateurs susceptibles d'être amenés à participer à l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à avertir l'acheteur de toute situation susceptible d'aboutir à un conflit d'intérêts et lui soumet les dispositions qu'il propose de mettre en œuvre afin de faire disparaître cette situation. A ce titre, le titulaire s'engage à divulguer sur simple demande de l'acheteur les liens qui l'uniraient aux opérateurs économiques présentant leur candidature lors

d'une autre consultation.

Conformément aux dispositions de la loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique le titulaire garantit que toute personne, physique ou morale, intervenant pour son compte dans le cadre du présent marché :

- Respecte toute réglementation ayant pour objet la lutte contre la corruption et le trafic d'influence ;
- Met en place et maintient ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption ;
- Informe l'acheteur de tout événement qui pourrait avoir pour conséquence l'obtention d'un avantage indu, financier ou de toute autre nature, à l'occasion du présent marché ;
- Fournit toute assistance nécessaire à l'acheteur pour répondre à une demande d'une autorité dûment habilitée relative à la lutte contre la corruption.

7.4 OBLIGATION DE VIGILANCE

1) Lors de l'attribution et avant la notification du marché, le titulaire doit fournir des documents datant de moins de 6 mois attestant du paiement des impôts et taxes dus au Trésor public :

- une attestation fiscale ou de régularité fiscale (arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics).

2) Lors de l'attribution et avant la notification du marché, puis tous les 6 mois, le titulaire fournit les documents attestant qu'il est à jour de ses obligations sociales (paiement des cotisations et contributions sociales) auprès de l'URSSAF et de sa régularité en matière de lutte contre le travail dissimulé en fournissant :

- une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du Code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale (attestation de vigilance).

7.5 GARANTIE DE MAINTIEN DES COMPETENCES

Le titulaire s'engage à ce que son personnel, et/ou celui de ses sous-traitants autorisés chargé d'assurer la fourniture des prestations, dispose d'un niveau de formation et de qualification approprié, tel que défini au présent marché. Le titulaire s'engage à exécuter les prestations en application de son savoir-faire, de ses méthodes et de son expérience. En conséquence, le titulaire doit notamment :

- Constituer des équipes de personnels compétents, formés en conformité avec les besoins de l'EnvA.
- Veiller et contrôler le maintien constant des compétences, de leur homogénéité, de leur disponibilité, de leur réactivité et de leur composition ;
- Maintenir une forte réactivité, notamment en adaptant très rapidement la composition de ses équipes en cas de difficulté ou de montée en charge

7.6 REPARATION DES DOMMAGES

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens par le titulaire du fait de l'exécution du marché sont à la charge du titulaire.

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du titulaire par l'acheteur du fait de l'exécution du marché sont à la charge de l'acheteur.

7.7 SOUS-TRAITANCE

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations du marché après acceptation du sous-traitant par l'acheteur et agrément de ses conditions de paiement.

En cas de sous-traitance, le titulaire se conformera aux exigences de la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée et aux dispositions des articles L2193-10 et R 2193-9 du Code de la commande publique.

Le titulaire remet à l'acheteur une déclaration de sous-traitance (modèle de formulaire DC4 téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>) remplie et signée par le sous-traitant et le titulaire, comportant la nature et le montant des prestations sous-traitées ainsi que les conditions de paiement. Cette déclaration s'accompagne des documents attestant des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que de sa régularité fiscale et sociale. Le sous-traitant devra également remettre une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction de soumissionner.

Conformément aux articles R.2193-3 et suivants du Code de la commande publique, le titulaire apporte la preuve qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du marché public ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant.

Le sous-traitant a droit au paiement direct si le montant sous-traité est supérieur à 600 euros TTC. Quand le sous-traitant n'a pas le droit au paiement direct, le maître d'ouvrage n'accepte pas non plus de délégation de paiement à son profit.

Le titulaire demeure responsable de la bonne exécution des prestations prévues au marché et du respect de toutes les autres obligations du marché. Il apporte aux sous-traitants toutes les informations utiles pour garantir la bonne exécution du marché.

La modification de l'acte spécial n'entraîne de conséquence ni sur le droit au paiement direct,

ni sur le montant de la créance dont dispose le sous-traitant à l'égard du pouvoir adjudicateur, si aucune modification de la convention entre le titulaire et le sous-traitant dans le même sens n'est intervenu.

8 LITIGES ET SANCTIONS

8.1 PENALITES

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, le titulaire encourt les pénalités suivantes :

- 50€ HT par jour de retard pour absence d'intervention non justifiée une fois le planning validé conjointement par le titulaire et l'EnvA ;
- 50€ HT par jour de retard et par appareil pour les retards pris dans la remise du rapport.

Les pénalités imputables au titulaire du marché viennent en déduction de la facture annuelle émise ou font l'objet d'un avoir séparé.

8.2 PENALITE POUR RETARD : SEUIL D'EXONERATION

Par dérogation à l'article 14.1.3 du C.C.A.G, les pénalités pour retard s'appliquent dès le premier euro.

8.3 PENALITES POUR RETARD : PLAFONNEMENT DES PENALITES

Le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 10 % du montant total hors taxes du bon de commande.

8.4 EXECUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

Les dispositions de l'article 27 du C.C.A.G s'appliquent. En cas de non-exécution ou mauvaise exécution des prestations prévues au marché après mise en demeure restée sans effet, ou en cas de décision de résiliation du marché et si cette décision le mentionne, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire. Cette décision est notifiée au titulaire par l'acheteur.

Le contrat passé avec le tiers est transmis au titulaire pour information. Ce dernier ne peut pas prendre part à l'exécution de ce contrat de substitution mais est tenu de fournir toutes les informations utiles à sa bonne exécution.

L'augmentation des dépenses par rapport au prix du présent contrat est à la charge du titulaire. la diminution des dépenses ne lui profite pas.

8.5 REGLEMENT DES LITIGES ET LANGUES

Tout litige susceptible de s'élever entre l'EnvA et le Titulaire du marché public à propos de l'interprétation et de l'exécution du présent marché public fera l'objet d'une tentative de règlement amiable, dans les conditions prévues aux articles R2197-1 à R2197-25 du code de la commande publique.

Si les litiges ne peuvent être réglés à l'amiable, les parties saisiront le Tribunal Administratif de Melun, seul compétent pour connaître des recours contentieux relatifs à l'interprétation et à l'exécution du présent marché public.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

9 FIN DU MARCHÉ

9.1 RESILIATION DU MARCHÉ

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,0 %.

9.2 DISPOSITIONS RELATIVES A LA LUTTE CONTRE LE TRAVAIL ILLÉGAL

Sauf prestation d'urgence dont l'exécution immédiate est nécessaire pour prévenir des accidents imminents ou organiser des mesures de sauvetages, le titulaire du marché s'engage à ne pas recourir à du personnel non déclaré. Tout flagrant délit de recours à l'une ou l'autre des formes de travail dissimulé ci-dessus mentionnée donnera lieu à la transmission des éléments de fait ou de droit susceptibles de contribuer à l'exécution des missions dévolues aux agents chargés de la vérification de la situation régulière de l'emploi dans l'entreprise.

Aussi, sans préjudice des articles L. 8222-1 à L. 8222-3 du Code du travail, toute personne morale de droit public ayant contracté avec une entreprise, informée par écrit par un agent de contrôle de la situation irrégulière de cette entreprise au regard des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 et L. 8221-5, enjoint aussitôt à cette entreprise de faire cesser sans délai cette situation.

L'entreprise ainsi mise en demeure apporte à la personne publique, dans un délai de deux mois, la preuve qu'elle a mis fin à la situation délictuelle. A défaut, le contrat peut être rompu sans indemnité, aux frais et risques de l'entrepreneur

9.3 REDRESSEMENT JUDICIAIRE

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité

9.4 GARANTIES

Il est fait application des dispositions de l'article 33 du C.C.A.G.-F.C.S.

10 DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Le CCAP déroge :

Par son article	A l'article du CCAG-FCS	OBJET
1.4	4.1 et 4.2.1	Pièces contractuelles
1.6	3.4	Représentation des parties
7.1	9.2	Assurances
8.1	14.1.1	Pénalités
8.2	14.1.3	Pénalités